

## Repères sur la Turquie n°13

### *Briefing informel avec les commandants de front peshmergas kurdes irakiens*

#### Composition de la délégation<sup>1</sup>

- Mustafa Qadir Mustafa, ministre des Peshmergas ;
- Serwan Sabir Mustafa Barzani, commandant du Secteur 6 (secteur d'Erbil) ;
- le Major General Aziz Waysi Izzadin, Commandant en chef des unités spéciales Zeravani ;
- le Brigadier General Hajar Aumar Ismail, patron de la coordination et des relations internationales au ministère des Peshmergas ;
- le Brigadier General Bakhtyar Mohammed Sidiq, commandant de la 13<sup>ème</sup> Brigade ;
- le Brigadier General Salar Ibrahim Saber, patron du Joint Operation Center ;

Après une présentation du contexte par le ministre, introduisant la requête classique pour une augmentation du soutien français à l'effort de guerre des Kurdes irakiens, le débat s'est concentré sur les questions suivantes.

#### Daech, un modèle militaire semi-organisé original

Le nombre de combattants peshmergas serait d'environ 160 000, contre l'armée de Daech dont le KRG estime les effectifs initiaux entre 30 et

1. *La Règle du jeu* : <<http://laregledujeu.org/2015/03/30/20284/une-rencontre-exceptionnelle-avec-les-commandants-peshmergas/>>.

A la suite d'une visite de Bernard Henri-Lévy au Kurdistan irakien, la revue *La Règle du Jeu* a fait venir à Paris des commandants de front peshmergas kurdes irakiens. Le programme Turquie contemporaine de l'Ifri a organisé un briefing informel avec ceux-ci dans les locaux de la représentation du Gouvernement général du Kurdistan irakien le mardi 31 mars 2015, à la veille de leur rencontre avec François Hollande.

Compte-rendu rédigé par Léo Billion.

« **Repères sur la Turquie** » propose un éclairage ponctuel original sur des sujets d'actualité.

**Programme « Turquie contemporaine »**  
Le programme de recherche « Turquie Contemporaine » de l'Ifri offre régulièrement des outils d'analyse à destination du grand public et des décideurs. Il vise également à promouvoir le dialogue franco-turc à travers des partenariats diversifiés entre les sociétés civiles des deux pays.

50 000 personnes, auxquels il faut ajouter les ralliements de locaux dans les villes conquises, ce qui donnerait un chiffre total de 100 000 sur le seul territoire irakien.

Armée ou milice ? Les commandants peshmergas composant la délégation parlent d'une force très organisée, disciplinée, au sein de laquelle s'opère une vraie division du travail entre les forces locales et les combattants internationaux. Alors que les premiers reçoivent un salaire d'environ 400 US\$, les combattants spécialisés venant de l'étranger (notamment de Tchétchénie) sont payés le double, car ils se battent mieux. Le ministre s'inquiète même de la possibilité qu'au sein des camps de réfugiés, des arabes sunnites puissent devenir un soutien à Daech.

Les forces de Daech sont des spécialistes des batailles urbaines. Ils reculent dans les combats en terrain plat ou montagneux. Leurs techniques de combat préférées sont l'attaque-suicide – majoritairement à la voiture piégée – et la pose de mines, techniques qui auraient causé environ 60 % des pertes kurdes. Un commandant a souligné qu'il ne disposait d'aucune machine de déminage pour la section entière qu'il dirige.

### **La coordination des forces en Irak**

Pour l'instant, le ministère des peshmergas contrôle 14 brigades. Il a pour vocation à unifier les forces contrôlées par l'UPK et de celles du PDK, ce qui ne se traduit pas complètement dans les faits. Le programme visant à former une véritable armée régulière aurait été retardé par la guerre contre Daech, mais le ministre assure qu'il est effectivement responsable de la répartition de l'effort de guerre. Il minimise les difficultés et insiste sur la formation commune.

La coordination est assurée avec la coalition. La délégation s'est félicitée de l'absence de pertes civiles lors des frappes aériennes. De même, une coordination existe avec le ministère de la Défense du gouvernement fédéral irakien, qui s'améliore depuis le départ de Nuri al-Maliki.

Le ministre a déclaré n'avoir aucun contact avec les milices chiites qui prennent les armes dans le sud de l'Irak.

### **Les opérations sur le front**

La délégation a confirmé qu'une offensive pour reprendre Mossoul – essentielle car la ville est la « capitale » de l'Etat islamique en Irak – est bien en cours de planification, en coordination avec le gouvernement irakien, mais l'opération est très complexe et ne pourra pas être lancée avant plusieurs mois.

Des enseignements ont été tirés de la défaite de Daech à Kobane en matière de défense et pour la coordination avec les frappes aériennes. Il sera désormais plus difficile de pour Daech d'élargir ses frontières.

### **Le décor politique**

Le ministre se déclare heureux que François Hollande soit le premier à être venu à Erbil après l'offensive de Daech.

Il se montre critique sur le modèle constitutionnel irakien actuel, qui ne satisfait pas le KRG.

L'accord passé en décembre dernier, qui prévoyait des subventions de Bagdad en échange de l'exploitation par les Kurdes du pétrole de Kirkuk n'a pas été respecté. Bagdad a suspendu ses subventions faute de fonds et le KRG n'a pas eu les moyens de respecter sa part de l'accord. Il se demande dans quelle mesure l'Irak va aider à mettre en place cet accord.

Quel modèle pour l'après-Daech ? L'idée d'une indépendance du KRG n'a pas été évoquée. La délégation s'est montrée sensible au problème de la rivalité sunnite-chiite vieille de 1400 ans en Irak, et de l'influence iranienne sur le pouvoir chiite. La délégation kurde a mis en avant le manque de représentation des sunnites, qui nourrit la forte contestation du pouvoir, et appelle, pour restaurer la stabilité, à respecter les droits de tous les peuples et ethnies. Ils formulent le désir d'avoir de bonnes relations avec les pays voisins, comme avec les différents partis et acteurs de la région. Il faudra réfléchir à la fin de la guerre à la meilleure solution entre un modèle fédéral ou confédéral.

Quant aux relations entretenues avec la Turquie, la délégation a salué l'aide apportée à l'effort de guerre, toutefois trop limitée, les élections présidentielles du mois d'août contribuant à inciter le gouvernement turc à se montrer discret. Le ministre s'est montré évasif sur le rôle du PKK et les rapports entretenus avec le parti.

### **Une demande spécifique d'aide militaire, mais pas seulement**

Les commandants ont insisté sur la nécessité de recevoir plus de munitions de la part de la France et de la coalition, car les précédents envois étaient limités. Le style de combat nécessite aussi des armes spécialisées : des voitures blindées pour mieux évoluer en territoire urbain et davantage d'armes lourdes, pour résister à la supériorité technologique de Daech qui a récupéré beaucoup de matériel, notamment lors de la prise de Mossoul.

Cependant, les commandants appellent aussi à aider les Kurdes à lutter d'une autre façon : la guerre « privée et psychologique » menée par l'État islamique à travers les campagnes de propagande et les attaques-suicide minutieusement préparées nécessitent une force de renseignement et du personnel de formation. Il s'agit pour les généraux kurdes d'un ennemi qu'il est nécessaire d'étudier, d'analyser, et les Européens doivent participer à cette démarche pour comprendre pourquoi certains de leurs nationaux rejoignent l'organisation terroriste.

### **La stabilité relative du Kurdistan**

Ayant récupéré la presque totalité de son territoire, le Kurdistan irakien est – passé la ligne de front – une zone sûre d'après Mustafa Qadir Mustafa. La région autonome dispose selon lui d'une force de sécurité intérieure très organisée. Aucune victime à l'intérieur du territoire ne serait à déplorer après un an de combat contre Daech.

Toutefois, l'impact négatif sur l'économie, dû aux nombreuses destructions, se fait ressentir. Les vols suspendus vers Erbil sont apparemment la conséquence d'un important trafic d'avions militaires dans cette zone. La ligne de front se situe à 40 km de l'aéroport international d'Erbil, à 90 km de Souleimaniye, et à moins de 20 km de Kirkuk. La délégation a cependant assuré que la distance, dans tous les aéroports du territoire, est suffisante à l'atterrissage qu'il n'y a pas de problème de sécurité à l'arrivée.